

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

ARRETE N° 99 - 603

autorisant la
SOCIETE ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES (S. A. R. A.)
à exploiter deux stockages sous talus de 2 000 m³ de gaz de pétrole liquéfiés (G.P.L.)

LE PREFET DE LA REGION MARTINIQUE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi modifiée n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du 19 juillet 1976 ;
- VU la loi n° 75.663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée par la loi 92.646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi 92.03 du 03 janvier 1992 relative à l'eau notamment les articles 10, 11 et 12 ;
- VU l'arrêté du 09 novembre 1989 relatif aux conditions d'éloignement auxquelles est subordonnée la délivrance de l'autorisation des nouveaux réservoirs de gaz inflammables liquéfiés modifié par l'arrêté du 9 septembre 1993 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 69.1203 du 1er août 1969 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 95.416 du 21 février 1995 autorisant l'installation et l'exploitation de la Raffinerie des Antilles sur la commune du LAMENTIN ;
- VU l'instruction technique du 30 juillet 1993 pris pour l'application de la réglementation des appareils à pression de gaz aux réservoirs sous talus destinés au stockage de gaz de pétrole liquéfiés ;
- VU la demande de modification présentée par la SOCIETE ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES en vue d'être autorisée à exploiter un stockage de gaz de pétrole liquéfié de 2 000 m³ sous talus ;
- VU l'enquête publique diligentée du 30 novembre au 30 décembre 1998 inclus ;
- VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 27 janvier 1999 ;
- VU les avis des municipalités et des services consultés ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 02 février 1999 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 25 février 1999 ;

VU la directive européenne 82.501 du 24 juin 1982 modifiée dite directive SEVESO ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MARTINIQUE,

A R R E T E :

TITRE I

CONDITIONS GENERALES.

ARTICLE 1er :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 69.1203 du 1er août 1969 susvisé sont modifiées pour ce qui concerne les caractéristiques des stockages de gaz combustibles liquéfiés.

La SOCIETE ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES, Zone Industrielle Californie, 97232 LAMENTIN est autorisée à exploiter au LAMENTIN, Zone Industrielle Californie, les installations suivantes :

Numéro rubrique	DESIGNATION DES ACTIVITES	Autorisation Servitudes	Rayon d'affichage (km)
211-B-1	Dépôt sous talus de gaz combustible liquéfié de 2 000 m ³ , le gaz étant maintenu sous pression en deux réservoirs sphériques de 1 000 m ³ chacun.	AS	3

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES.

2.1 - Les installations seront disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques présentés dans le dossier de demande d'autorisation à l'exception des prescriptions résultant de l'application du présent arrêté.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance de Monsieur le Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.2 - L'ouvrage d'une part et les éléments importants pour la sûreté des bâtiments, installations, les équipements des réservoirs ainsi que les liaisons entre eux d'autre part doivent être conçus et dimensionnés pour résister aux spectres de réponse en source proche ou lointaine d'un séisme «SMHV» ou «SMS» tels que définis dans le document INGEROP «Mémoire général REVA» du 27 octobre 1997 joint au dossier de la demande et conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 relatif aux règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.

En particulier, les fonctions de sûreté ou de sécurité doivent être assurées dans de telles circonstances.

Définitions :

SMHV : Séisme Maximum Historique Vraisemblable.

SMS : Séisme Majoré de Sécurité

Nota : Le SMS est pris au SMHV sur la zone des ANTILLES FRANÇAISES.

2.3 - En application des règles techniques de l'arrêté du 9 novembre 1989 modifié par l'arrêté du 9 novembre 1993 relatif aux conditions d'éloignement auxquelles est subordonnée la délivrance de l'autorisation des nouveaux réservoirs de gaz combustibles liquéfiés, la distance d'isolement minimale, à partir des parois du réservoir est fixée à 30 m.

L'exploitant est tenu d'informer immédiatement le Préfet de tout projet parvenu à sa connaissance et susceptible à l'intérieur de la zone de 30 m définie ci-dessus, d'affecter les éléments d'information fournis dans l'étude d'impact ou l'étude de dangers joints au dossier de la demande.

Afin de préserver la destination de la zone précitée, l'exploitant affectera les terrains lui appartenant à des usages excluant les locaux d'habitation, l'activité de tiers ou les activités non liées directement à l'exploitation du dépôt.

En cas de cession de ces terrains, l'exploitant informera sans délai le Préfet conformément aux dispositions de l'article 20 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977.

2.4 - Le dépôt sera situé à l'intérieur de la zone protégée de la raffinerie. Cette protection constituée par une clôture anti-intrusion du type défensif d'une hauteur minimale de 2,50 m passant à une distance minimale de 30 m comptée depuis les parois des réservoirs.

2.5 - PERIMETRES D'ISOLEMENT.

Si une ou plusieurs installations engendrent un périmètre d'isolement, l'exploitant doit informer l'inspecteur des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur du périmètre d'isolement engendré par ces installations.

2.6 - INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tenir régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

2.7 - MAITRISE DE L'ENERGIE

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'énergie.

2.8 - CONSIGNES ET PROCEDURES D'EXPLOITATION.

De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien des installations. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.

2.9 - SIGNALISATION.

Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue.

2.10 - VISITES ET CONTRÔLES DES INSTALLATIONS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme agréé par l'Administration. Dans le cas où cet organisme n'est pas agréé à cet effet, le choix est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquide ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.11 - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers et aux spécificités des installations.

2.12 - RÉSERVES DE MATIÈRES CONSOMMABLES

L'installation doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables adaptées utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel (incendie, rejet toxiques dans le milieu naturel, etc.)

2.13 - MAINTENANCE ET TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Conformément aux dispositions de la réglementation des appareils à pression spécifique au soudage, le mode opératoire de soudage et l'aptitude professionnelle des soudeurs doivent faire l'objet d'une qualification ainsi que les contrôles des soudures.

2.14 - ETUDE DES DANGERS.

L'étude des dangers sera mise à jour à l'occasion de chaque modification au sens de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977.

L'étude de dangers est révisée au plus tard tous les 5 ans.

2.15 - DOSSIER DE SÉCURITÉ- PLAN D'ORGANISATION INTERNE.

L'exploitant doit établir un dossier de sécurité qui comprend au moins les éléments suivants :

- les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du GPL (quantités maximales mises en oeuvre, emplacement dans l'installation, incompatibilités, etc.) ;
- les équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité définis à l'article 8.5 ;
- la délimitation des conditions de fonctionnement sûr de l'installation et recherche des causes éventuelles de dérive de ces paramètres, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctrices à prendre ;
- les plans visualisant les zones présentant des risques particuliers (zones potentiellement explosibles, etc.) ;
- les schémas d'alerte ;
- les consignes générales de sécurité propres à l'installation. Celles-ci doivent en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement des installations ainsi que les rôles et responsabilités du personnel associé à la sécurité.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le dossier de sécurité sera actualisé et complété en fonction de l'évolution des connaissances des éléments qui le composent ou des modifications apportées à l'installation, conformément à l'article 20 du décret n° 77-1333 du 21 septembre 1977.

2.16 - MODIFICATION DE L'INSTALLATION.

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.17 - ACCIDENTS OU INCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et doit faire l'objet d'un enregistrement sous forme de compte-rendu écrit.

Le responsable de l'installation prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toute circonstance, et en particulier lorsque l'installation est placée sous la responsabilité d'une personne déléguée, l'Administration et les services d'intervention extérieurs disposent d'une assistance technique de l'exploitant ou des personnes qu'il aura désignées et aient communication de toutes les informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention en cas d'accident.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit les installations où a eu lieu l'accident sans un accord de l'inspecteur des installations classées et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

2.18 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ.

Lors de l'arrêt définitif d'une installation accompagné ou non d'une cession de terrain ou lors d'un changement d'activité, l'exploitant doit adresser au Préfet, dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Un mémoire sur l'état du site précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 et doit comprendre notamment :

- l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées.
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement et le devenir du site ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer concernant l'impact de l'installation sur son environnement ;
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.

2.19 - INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS.

Les équipements désaffectés doivent être débarrassés de toute charge de GPL. Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans une installation en service. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, ces équipements doivent être vidés de leur contenu et physiquement isolés du reste des installations afin d'interdire leur réutilisation (sectionnement et bridage des conduites, etc) en exploitation G. P. L..

ARTICLE 3 - IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DE L'INSTALLATION-

3.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dans les zones dangereuses de l'établissement visées à l'article 8.1.2, la mise en place d'équipements ou de constructions non indispensables à l'exploitation des stockages et qui pourrait nuire notamment à l'intervention des secours lors d'un accident est interdite.

3.2 - DISTANCES D'EFFET

L'installation doit être suffisamment éloignée des habitations, des immeubles habituellement occupés par des tiers, des établissements recevant du public et des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers afin de limiter les conséquences d'un accident technologique.

TITRE II

PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU.

ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX.

- 4.1 - A l'exception des eaux pluviales et d'incendie, le stockage et ses installations annexes ne seront à l'origine d'aucune utilisation d'eaux, ni de rejet d'eaux.
- 4.2 - Toutefois, la prévention de la pollution des eaux devra respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 février 1995 susvisé.

TITRE III

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.

ARTICLE 5 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR ET DES ODEURS.

Les rejets atmosphériques de gaz de pétrole liquéfiés seront limités aux dégagements résultant des ouvertures des purges, des prises d'échantillons, des dégazages des capacités, des tuyauteries, des équipements et d'essais des événements. Ils seront rejetés dans des conditions permettant de garantir une dispersion satisfaisante du produit.

Les mises à l'atmosphère programmées ou accidentelles des installations seront consignées dans un registre avec la date de l'événement, la quantité rejetée, le motif, les mesures prises pour éviter le renouvellement des mises à l'atmosphère accidentelles.

La prévention de la pollution de l'air et des odeurs devra respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 21 janvier 1995 susvisé.

TITRE IV.

PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS.

ARTICLE 6 - PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS.

- 6.1 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.
- 6.2 - Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1998 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.
- 6.3 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Le contrôle des niveaux acoustiques se fait par rapport au tableau ci-après qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux «limite» admissibles de bruit en dB (A)	
En limite de propriété	Période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.
	70	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement).	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

TITRE V.

TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS.

ARTICLE 7 - ELIMINATION DES DECHETS.

Les déchets produits par l'installation visée par le présent arrêté devront respecter les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté du 21 février 1995 susvisé.

TITRE VI.

PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE.

ARTICLE 8 - SECURITE.

8.1 - ORGANISATION GENERALE.

8.1.1 - Liste des équipements.

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

8.1.2 - Règles d'exploitation.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives.

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées et feront l'objet d'un examen annuel avec l'inspecteur des installations classées.

8.1.3 - Surveillance et entretien.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

8.1.4 - Conduite des installations.

La conduite des installations, tant en situation normale qu'incidentelle ou accidentelle, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

8.2 - ALIMENTATION ELECTRIQUE DE L'ETABLISSEMENT.

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations .

8.3 - SURETE DU MATERIEL ELECTRIQUE.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (JO - NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les installations électriques seront conformes aux prescriptions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988, concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en oeuvre des courants électriques.

De plus, conformément à la réglementation définissant les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés, l'établissement fait l'objet du plan de classement de zones dangereuses dans lesquelles le matériel électrique utilisé sera de «sûreté» conformément aux dispositions du décret n° 78.779 du 17 juillet 1978 portant règlement sur le matériel utilisé dans les atmosphères explosives.

Le matériel électrique, en place dans les zones 1 et 2 définies par les règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquéfiés sera recensé et vérifié par un organisme de contrôle extérieur indépendant. Ce matériel devra être rendu conforme aux dites règles, en cas de nécessité immédiatement.

Ce contrôle sera renouvelé tous les ans.

Le rapport du premier contrôle de réception sera transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard suite au contrôle général de la raffinerie.

8.4 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE - MISE A LA TERRE.

8.4.1 - **Protection contre la foudre.**

Les installations respecteront les prescriptions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

L'installation sera vérifiée dès sa mise en place puis tous les cinq ans suivant l'article 5.1 de la norme NF C.17.100 de février 1987 par un organisme indépendant afin de s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté précité.

Cette vérification devra également être effectuée après tous travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments et infrastructures.

Les pièces justificatives au respect des points ci-dessus seront tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8.4.2 - **Mise à la terre.**

Les appareils et masses métalliques devront être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

La mise à la terre sera unique et effectuée suivant les règles de l'art. Toutes les prises de terre devront être interconnectées conformément à l'article 3.1 de la norme C.17.100 susvisée.

La valeur des résistances de terre sera vérifiée annuellement et devra être conforme aux normes en vigueur.

8.5 - REGLES PARTICULIERES DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION.

8.5.1 - Réglementation.

Les installations et leur exploitation devront être conformes à l'arrêté ministériel du 9 novembre 1989 modifié relatif aux conditions d'éloignement auxquelles est subordonnée la délivrance de l'autorisation des nouveaux réservoirs de G. P. L. et aux dispositions particulières fixées par le présent arrêté. Les règles d'aménagement des raffineries d'hydrocarbures définies par l'arrêté ministériel du 4 septembre 1967 s'appliquent sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions des textes précités.

Chaque réservoir sous talus est réalisé en respectant les modalités de conception, de construction et de contrôle ou surveillance en service définies par l'instruction DM T/P n° 26290 du 30 juillet 1993 établie par le Ministère de l'industrie, et qui concerne les conditions d'application de la réglementation des appareils à pression de gaz aux réservoirs sous talus destinés au stockage de gaz inflammables liquéfiés.

8.5.2 - **Canalisations.**

Les canalisations seront réalisées conformément aux règlements de sécurité en vigueur.

Le gaz circulant dans les canalisations et les réservoirs sera analysé à chaque livraison afin de s'assurer de l'absence de composants susceptibles de favoriser la corrosion interne (eau, soufre...).

Toutes les canalisations de produit seront protégées dans les zones présentant des risques de chocs. Les canalisations éventuellement enterrées seront repérées au sol.

Les canalisations feront l'objet de toute protection adaptée aux agressions qu'elles peuvent subir.

Elles seront munies de dispositifs de sectionnement permettant de les isoler rapidement. Les tronçons isolés doivent être protégés des excès de surpression.

Les canalisations et leurs accessoires feront l'objet de contrôles non destructifs, complétant ceux prévus par les réglementations existantes.

Ces contrôles auront une fréquence au moins triennale.

La définition et le contenu de ces contrôles, par nature d'équipement ou de canalisation, devront être proposés à l'inspection des installations classées et avoir reçu son accord. Cette proposition est à effectuer dans un délai de six mois après la mise en service des installations concernées par le présent arrêté.

8.5.3 - **Réservoirs sous talus.**

8.5.3.1 - Protection mécanique et thermique.

Le supportage des réservoirs sera réalisé en tenant compte du Séisme Majoré de Sécurité. Le calcul de dimension des réservoirs combinera des effets d'un séisme avec les autres charges imposées, en particulier la poussée des terres.

Le recouvrement des réservoirs sera réalisé par une couche de TEXSOL de 0,60 m d'épaisseur.

La distance entre les deux réservoirs devra permettre le contrôle d'un réservoir sans diminution du niveau de sécurité du réservoir voisin.

Les trous d'homme, en partie supérieure des réservoirs, feront l'objet d'une protection contre les effets mécaniques et thermiques.

Les éléments des canalisations constituant les organes d'isolement situés en partie supérieure des réservoirs seront à sécurité feu.

8.5.3.2 - Contrôle des déformations du réservoir.

Un dispositif tel que piges en contact direct avec la paroi du réservoir devra permettre de contrôler dans le temps d'éventuelles déformations.

Les déformations seront mesurées à partir de bornes de référence fixes, repérées dans le système NGM.

Les caractéristiques de l'ensemble de ce dispositif de contrôle font l'objet d'un descriptif adressé à l'inspecteur des installations classées avant la mise en exploitation des réservoirs.

Chaque contrôle de positionnement du réservoir doit permettre d'établir la déformation des éléments caractéristiques dont l'exploitant soumettra le choix à l'inspection des installations classées. A partir de ces déformées, les tassements et déformations différentiels effectifs devront être établis et comparés aux valeurs admises par le constructeur en ce qui concerne :

- la déformation maximale exprimée en termes métriques, tolérable en un point quelconque du réservoir et qu'il convient de ne jamais dépasser ;
- la déformation limite admissible en exploitation qui sera nécessairement inférieure à la valeur précédente de déformation maximale.

Ces valeurs feront l'objet d'une consigne particulière adressée à l'inspecteur des installations classées avant la mise en exploitation du réservoir.

En cas de dépassement des valeurs limites définies ci-dessus, le réservoir concerné devra être immédiatement vidangé ; des calculs de vérification de contraintes seront alors à effectuer en vue de définir, le cas échéant et après avis de l'inspecteur des installations classées, les mesures correctives nécessaires.

Un nouveau remplissage ne pourra s'effectuer qu'avec l'accord préalable de l'inspecteur des installations classées sur le vu des résultats des contrôles réalisés et des mesures correctives imposées.

8.5.3.3 - Périodicité des contrôles de déformation.

- Avant et après les épreuves ;
- A la mise en exploitation : en cours et en fin de remplissage ;
Ces contrôles serviront de référence dit «point zéro» pour l'évolution future des déformations du stockage ;
- Tous les trois mois dans la première année suivant le premier remplissage ;
- Tous les semestres jusqu'à la première réépreuve ;
- Tous les ans par la suite.

Cette périodicité pourra être modifiée à l'initiative de l'inspection des installations classées sur le vu d'un dossier comportant notamment les résultats des contrôles effectués.

8.5.4 - Piquages sur réservoir.

Les réservoirs ne devront comporter en leur partie basse que le piquage de soutirage et le piquage de la canalisation de purge et de prise d'échantillon. Les nouveaux piquages, implantés en partie haute des réservoirs, seront placés en périphérie des tampons des orifices de visite.

8.5.4.1 - Sortie liquide.

La canalisation de sortie liquide montée en partie basse de chaque réservoir sera installée dans une galerie jusqu'au premier organe de sectionnement et aura été conçue en atelier comme partie intégrante de l'appareil. Cette partie sera réalisée sans soudure longitudinale.

Elle sera équipée :

- d'un clapet à fermeture rapide, implanté à l'intérieur du réservoir et à sécurité positive déclenché par le dépassement d'un débit de tarage calculé en fonction des conditions normales d'exploitation ;
- d'une vanne automatique à fermeture rapide et à sécurité positive, commandée par fusible et par détection en continu du gaz (ou par tout autre moyen équivalent de déclenchement) implantée au plus près du réservoir et dans la casemate sous talus ;
- d'une deuxième vanne automatique à fermeture rapide et à sécurité positive.

La distance séparant deux sectionnants automatiques sera au plus de 9,7 m au maximum. (Diamètre : 200 mm).

La canalisation de sortie liquide fera l'objet d'un contrôle initial par deux méthodes de principe différent et de contrôles non destructifs périodiques. Le programme et l'échéancier de ces contrôles seront établis en accord avec l'inspection des installations classées.

8.5.4.2 - Entrée liquide.

La canalisation d'entrée liquide en partie haute du réservoir sera équipée :

- d'une vanne automatique à fermeture rapide et à sécurité positive, commandée par fusibles et par détection en continu de gaz (ou par tout autre moyen équivalent de déclenchement) ;
- d'un clapet à fermeture rapide, implanté à l'intérieur du réservoir, déclenché par un dépassement d'un débit de tarage calculé en fonction des conditions normales d'exploitation ;
- d'une deuxième vanne automatique à fermeture rapide et à sécurité positive.

8.5.4.3 - Canalisation d'équilibre gazeux.

Cette canalisation en partie haute du réservoir est équipée d'un robinet à boisseau sphérique sécurité feu avec motorisation pneumatique qui permet une fermeture rapide et à sécurité positive.

8.5.4.4 - Circuit de purge.

La canalisation de purge en partie basse du réservoir sera équipée d'un clapet interne et d'un robinet d'arrêt à boisseau sphérique, sécurité feu, avec motorisation pneumatique à fermeture rapide et sécurité positive. Ce circuit permettra que les quantités de gaz rejetées à l'atmosphère soient limitées.

8.5.4.5 - Soupape de sûreté.

Chaque réservoir sera équipé, en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux soupapes au moins, montées en parallèle, ayant une pression de levée au plus égale à la pression maximale de service et surmonté d'une cheminée d'évent de 2,50 m au-dessus de la passerelle.

Les pièces de rechange permettant d'assurer la réparation d'une soupape défectueuse doivent être en permanence disponibles en magasin.

Si n est le nombre de soupapes, n-1 soupapes doivent pouvoir évacuer le gaz de telle sorte que la pression à l'intérieur du réservoir n'excède jamais de plus de 10 % la pression maximale de service.

Ces soupapes sont dimensionnées pour l'expansion thermique conformément à la réglementation sur les dépôts d'hydrocarbures liquéfiés.

Ces soupapes seront étalonnées régulièrement au cours de chaque arrêt pour réépreuve et après toute ouverture.

8.5.4.6 - Contrôle des stockages.

Chaque réservoir sera équipé des accessoires de contrôle suivants :

* Contrôle de pression.

1 capteur/transmetteur de pression gazeuse avec report des indications en salle de contrôle.

* Contrôle de température.

2 capteurs/transmetteurs de température avec report des indications en salle de contrôle installés sur les canalisations d'emplissage et de soutirage ;

* Contrôle des niveaux.

a) 1 jaugeur de niveau à flotteur avec indication en continu en salle de contrôle.

Ce jaugeur est équipé de 3 contacts de sécurité :

- 1 contact «niveau bas»: le franchissement du niveau «bas» induit une alarme du personnel concerné qui est alors en charge d'engager la procédure de mise en sécurité correspondante (arrêt des pompes de déchargement).
- 1 contact «niveau haut» correspondant à la limite de remplissage en exploitation laquelle ne peut excéder 90 % du volume du réservoir ;
- 1 contact «niveau très haut» correspondant au remplissage maximal de sécurité lequel ne peut excéder 95 % du volume du réservoir.

Le franchissement du niveau «très haut» est détecté par deux systèmes distincts et redondants. La défaillance de tout élément de transmission ou de traitement du signal constituant un mode de défaillance commun entraîne la mise en sécurité du réservoir.

Le franchissement du niveau «très haut» induit la mise en sécurité de l'installation par fermeture des vannes de la phase liquide, la fermeture de la vanne d'emplissage après temporisation, l'alarme du personnel concerné et l'arrêt des pompes de soutirage.

Le franchissement du niveau «haut» induit une alarme du personnel concerné qui est alors en charge d'engager la procédure de mise en sécurité correspondante (arrêt des pompes de chargement) ;

- b) 1 capteur de niveau vient doubler la sécurité de niveau «très haut» de la jauge à flotteur. Le deuxième capteur entraîne les mêmes effets dès lors qu'il est sollicité.

Ces équipements sont à sécurité positive.

8.5.4.7 - Pomperie GPL.

La pomperie est constituée de deux pompes. Ces pompes assurent l'expédition de G. P. L. vers le stockage sous talus d'ANTILLES GAZ ou vers l'appointement de Californie au moyen d'une canalisation de 100 mm de diamètre.

Ces pompes peuvent être arrêtées depuis la salle de contrôle, l'appointement ou par un arrêt d'urgence situé à leur proximité. Elles sont arrêtées dès détection de fuite chaude, de situation d'aspiration nulle ou de fonctionnement en phase gazeuse.

8.5.4.8 - Détecteurs de gaz.

Un détecteur de gaz sera implanté à l'intérieur de chacune des galeries de visite de chacun des réservoirs sous talus.

Un plan d'implantation des détecteurs sera présenté à l'inspecteur des installations classées pour approbation. Ils devront permettre de surveiller d'une manière fiable l'ensemble des zones visées à l'article 8.1.2 et notamment la pomperie G.P.L.

Ces détecteurs seront équipés de deux seuils de détection réglés respectivement à 20 et 50 % de la limite inférieure d'inflammabilité.

A 20 % de cette limite, il y aura déclenchement de l'alarme sonore sur site et visuelle dans la salle de contrôle.

A 50 % de cette même limite, l'ensemble des installations est mis en sécurité et il y aura :

- déclenchement de l'alarme sonore et visuelle,
- arrêt des pompes de soutirage ;
- mise en sécurité totale de l'installation,
- fermeture automatique de toutes les vannes automatiques et des clapets ;
- mise sous pression du réseau incendie.

8.5.4.9 - Détecteur de flammes.

Un détecteur de flammes est installé dans la pomperie GPL.

Toute détection de flamme entraînera :

- la mise en marche de l'alarme sonore ;
- l'arrêt des installations de transfert, la mise en sécurité de l'ensemble de l'installation et la mise en marche du rideau d'eau séparant la pomperie des stockages.

8.5.4.10 - Identification des fuites.

Le système de détection devra permettre d'identifier instantanément et sans ambiguïté le lieu de déclenchement.

8.5.4.11 - Arrêt des fuites.

La quantité de gaz susceptible de s'écouler à l'occasion d'une fuite sur une canalisation raccordée à la phase liquide du réservoir est limitée par des vannes à sécurité positive situées le plus près possible de la paroi du réservoir sur les lignes d'approvisionnement et de soutirage.

Ces dispositifs sont asservis aux systèmes de détection de gaz. Ils sont manoeuvrables à distance.

8.5.4.12 - Arrêts d'urgence.

Deux arrêts d'urgence type «coup de poing» assurant les mêmes fonctions que celles définies au paragraphe 8.5.4.9 seront implantés sur le site.

8.6 - EPREUVE - SECOURS ELECTRIQUE .

8.6.1 - Epreuves et visites après mise en exploitation.

Chaque réservoir subira dans un délai maximum de trois ans après l'épreuve initiale une réépreuve hydraulique officielle. Cette épreuve sera suivie d'une visite intérieure de contrôle approfondi pour s'assurer de son intégrité et de l'absence d'évolution de défauts de fabrication. Le contenu de cette visite sera soumis à l'appréciation de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Un compte-rendu de l'épreuve et de la visite sera remis, pour avis, à l'inspecteur des installations classées préalablement à la remise en exploitation du stockage.

Les réépreuves et visites suivantes s'effectueront ensuite avec une périodicité maximale de dix ans.

Les canalisations de G.P.L. soumises à la réglementation sur les appareils à pression de gaz seront réévaluées conformément aux dispositions réglementaires.

8.6.2 - Secours électrique.

Une source d'énergie électrique de secours à déclenchement automatique en cas d'anomalie sur le réseau, d'une puissance suffisante devra permettre au personnel d'assurer les interventions nécessaires à sa propre sécurité, à celle du voisinage et des installations et notamment le matériel de détection, de fermeture des circuits «gaz» et de production d'eau. Cette source sera régulièrement entretenue et l'exploitant procédera à des essais de démarrage au minimum une fois par mois.

TITRE VII

PREVENTION DES RISQUES.

ARTICLE 9 - PREVENTION DES RISQUES D'ACCIDENT, D'INCENDIE, D'EXPLOSION, D'EMANATIONS TOXIQUES - SECURITE.

9.1 - CONCEPTION DES RESEAUX.

Le réseau d'eau incendie destiné à assurer la protection des stockages et des installations annexes (pomperie notamment) devra être raccordé au réseau incendie de la raffinerie.

Il devra pouvoir être alimenté par deux points différents, être maillé et comporter des vannes de barrage en nombre suffisant pour isoler une section défaillante. Tous les raccords seront normalisés.

La section des canalisations sera calculée pour obtenir la pression et le débit optimum en n'importe quel point.

9.2 - MOYENS DE LUTTE.

Outre le matériel commun à l'ensemble de la raffinerie, des installations spécifiques permettront d'assurer la protection des stockages et des installations voisines :

- rideau d'eau situé entre les stockages et la pomperie de longueur 15 m délivrant un débit de 60 m³/h ;
- rideau d'eau situé entre les stockages et les unités de fabrication de longueur 140 m délivrant un débit de 84 m³/h ;
- 3 canons mobiles de débit unitaire 180 m³/h eau ou véhicules dotés de canons mixtes eau/mousse de capacité équivalente qui seront à connecter sur le réseau incendie.

L'emplacement des canons devra être étudié afin d'assurer la couverture de l'ensemble des installations concernées.

Le déclenchement des rideaux d'eau est asservi à une détection d'incendie.

L'ensemble de ce dispositif devra faire l'objet d'une validation préalable du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 10 - MESURES D'URGENCE.

10.1 - PLAN D'OPERATION INTERNE (P. O. I.).

Le P. O. I. de la raffinerie devra être modifié à la mise en service des installations visées par le présent arrêté afin d'intégrer les contraintes supplémentaires liées aux équipements visés par le présent arrêté.

La version modifiée du P. O. I. sera transmise à l'ensemble des structures concernées et notamment au Service de la Protection Civile de la Préfecture, au Service Départemental de Protection Incendie et à l'Inspection des installations classées.

Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

En cas d'accident, l'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du plan particulier d'intervention par le Préfet. Il prendra en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application de l'article 7 du décret 88.662 du 6 mai 1988 et de l'article 17 du décret du 21 septembre 1977.

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

ARTICLE 11 - MAITRISE DE L'URBANISATION.

Conformément à l'arrêté du 9 novembre 1989 relatif aux conditions d'éloignement auxquelles est subordonnée la délivrance de l'autorisation des nouveaux réservoirs de gaz combustibles liquéfiés, les distances d'isolement maximales sont égales à :

- pour les constructions et voies extérieures : 50 m (centrés sur chaque stockage) et 45 m (centrés pomperie) ;
- pour les constructions et voies extérieures importantes : 123 m (centrés sur chaque stockage) et 58 m (centrés pomperie).

Sont désignées comme «constructions extérieures» les locaux habités ou occupés par des tiers s'ils sont situés à l'extérieur de l'établissement où est situé le réservoir considéré à l'exception des installations industrielles classées au titre de la loi du 19 juillet 1976, ayant un effectif limité et ne présentant pas une augmentation potentielle des risques.

Sont désignées comme «voies de circulation extérieures», les voies de circulation extérieures à l'établissement dont le trafic est supérieur à 200 véhicules par jour autres que les portions de voies utiles à la desserte de l'établissement.

Parmi les constructions extérieures, sont désignées comme «constructions extérieures importantes» :

- les immeubles de grande hauteur au sens de l'article R 122.2 du Code de la construction de l'habitation ;
- les établissements recevant du public des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories comme définies dans les articles G.N.1 et G. N.2 de l'arrêté du Ministre de l'intérieur du 25 juin 1988 portant règlement de sécurité dans les établissements recevant du public et les aéroports.

Parmi les voies de circulation extérieures, sont désignées comme «voies de circulation extérieures importantes», les autoroutes et les routes à grande circulation au sens de l'article R 26 du Code de la Route, dont le débit dépasse 2 000 véhicules par jour.

L'enveloppe des distances d'isolement générées par l'exploitation du dépôt figure sur le plan joint en annexe.

ARTICLE 12 - CONSIGNES DE SECURITE.

Les opérations pouvant présenter des risques (manipulation, etc) doivent faire l'objet des consignes écrites tenues à jour et mises à la disposition du personnel qui aura été au préalable informé de toute évolution des documents. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage dont les permis de feu ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou sur une canalisation ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- le dossier de sécurité.
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, du centre antipoison etc ;
- les procédures d'arrêt d'urgence ;

Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais explicite, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendies, toxicité, pollution des eaux etc).

ARTICLE 13 - PROTECTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE.

En dehors de moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation des équipements individuels de protection respiratoire en nombre suffisant (masque notamment) :

ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL.

L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation «sécurité» du personnel intervenant sur les installations visées par le présent arrêté..

ARTICLE 15 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée que devant le Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 16 - TRANSFERT, CHANGEMENT D'EXPLOITANT.

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 17 - GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant devra déposer auprès de l'inspecteur des installations classées un dossier relatif aux garanties financières de son établissement au plus tard lors de la mise en service des équipements.

Ce dossier devra notamment comporter un acte de cautionnement conforme au modèle figurant en annexe de l'arrêté du 21 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23.3 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 18 - DROITS DES TIERS.

La présente autorisation qui ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public, est accordée sous réserve du droit des tiers.

ARTICLE 19 - ARCHIVAGE ET PUBLICATION.

Une ampliation du présent arrêté devra être conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la préfecture.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 20 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, le Directeur Départemental des Services d'incendie et de Secours, le Maire du LAMENTIN, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera inséré dans le Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et notifié à la SOCIETE ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES.

FORT DE FRANCE, le

'24 MAR 1999

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
de la Martinique

Daniel FERREY